

Art. 3. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 22 juillet 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Égalité des Chances et des Affaires bruxelloises,
P. SMET

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2011 — 2098

[C — 2011/29400]

16 JUIN 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la consultation des organisations représentatives des parents d'élèves au niveau communautaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 7, § 2, alinéa 2, du décret du 30 avril 2009 portant sur les associations de parents d'élèves et les organisations représentatives d'associations de parents d'élèves en Communauté française, tel qu'inséré par l'article 57 du décret du 13 janvier 2011 modifiant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale;

Vu la consultation organisée avec les organisations représentatives des parents d'élèves au niveau communautaire en date du 28 avril 2011;

Vu l'avis n° 49.654/2 du Conseil d'Etat, donné le 30 mai 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'article 69, § 5, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

Considérant l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 mars 2011;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Il est créé un Comité de consultation composé d'une délégation du Gouvernement de la Communauté française et d'une délégation des organisations représentatives des parents d'élèves au niveau communautaire visées à l'article 6 du décret du 30 avril 2009 portant sur les associations de parents d'élèves et les organisations représentatives d'associations de parents d'élèves en Communauté française.

§ 2. La délégation du Gouvernement de la Communauté française, y compris le président et le cas échéant, le(s) vice(s)-président(s), se compose au maximum de 10 membres.

La délégation du Gouvernement de la Communauté française comprend le Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire, le Ministre du Budget, ou leurs délégués dûment mandatés.

Les autres membres de la délégation de l'autorité gouvernementale sont désignés par le président parmi les personnes qui, à quelque titre que ce soit, ont qualité pour engager le Gouvernement de la Communauté française.

Le président et le(s) vice(s)-président(s) sont désignés par le Gouvernement. Ils peuvent se faire remplacer par un délégué dûment mandaté.

La délégation de l'autorité gouvernementale peut se faire accompagner par des techniciens. Le nombre de techniciens ne peut cependant excéder le nombre de membres présents.

§ 3. La délégation des organisations représentatives des parents d'élèves au niveau communautaire se compose au maximum de 10 membres. Chaque organisation représentative choisit librement ses représentants.

La délégation des organisations représentatives comprend au maximum :

- 5 membres de la Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel (FAPEO) pour les établissements organisés par la Communauté française, par les communes ou les provinces;

- 5 membres de l'Union des fédérations des associations de parents de l'enseignement catholique (UFAPEC) pour l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel.

La délégation des organisations représentatives peut se faire accompagner par des techniciens. Le nombre de techniciens ne peut cependant excéder le nombre de membres présents.

§ 4. Lorsque l'examen d'une question le requiert, le président du comité de consultation peut décider de la confier à un sous-comité.

La procédure de consultation prévue au présent arrêté s'applique mutatis mutandis aux réunions des sous-comités.

Art. 2. Le président veille au bon fonctionnement du Comité et désigne le secrétaire de celui-ci, ainsi que le service administratif qui organise le secrétariat.

Le Comité établit son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est approuvé par le Gouvernement.

Art. 3. Une question est soumise à la consultation des organisations représentatives de parents d'élèves au niveau communautaire à l'initiative du Gouvernement.

En vue de la consultation, les organisations représentatives des parents d'élèves au niveau communautaire reçoivent toute documentation nécessaire.

Art. 4. Le président établit l'ordre du jour et fixe la date des réunions. Il dirige les débats et assure l'ordre des réunions.

L'ordre du jour mentionne dans lequel des deux délais prévus à l'article 8 la consultation doit être terminée.

Art. 5. Le secrétaire fait parvenir les convocations contenant l'ordre du jour aux membres de la délégation de l'autorité gouvernementale ainsi qu'aux organisations représentatives au moins dix jours ouvrables avant la date de la réunion.

Dans le cas où le président estime qu'il y a urgence, il peut réduire le délai à trois jours ouvrables, sans que cela entraîne nécessairement l'application de l'article 8, alinéa 3, du présent arrêté.

Chaque convocation est accompagnée de la documentation nécessaire pour la consultation.

Art. 6. En réunion, toute délégation a le droit de proposer des modifications à l'ordre du jour. Celles-ci, pour être effectives, doivent être acceptées à l'unanimité par les délégations présentes.

Art. 7. Ni l'absence d'un ou de plusieurs membres, régulièrement convoqués, de la délégation de l'autorité gouvernementale ni celle d'une ou de plusieurs délégations d'organisations représentatives de parents d'élèves au niveau communautaire, régulièrement convoquées, ne vicie la validité de la consultation.

Art. 8. La consultation se termine dans un délai de trente jours à compter de celui de la réunion au cours de laquelle le point est abordé pour la première fois.

Le délai peut être prorogé de commun accord entre les délégations présentes.

Le président peut réduire le délai jusqu'à dix jours s'il estime qu'un point doit être traité d'urgence.

Art. 9. A l'issue de la consultation, le Comité consigne les conclusions de la consultation dans un avis mentionnant :

soit l'avis – favorable, réservé ou défavorable – unanime de toutes les parties;

soit l'avis – favorable, réservé ou défavorable – respectif de chaque délégation des organisations représentatives de parents d'élèves au niveau communautaire.

Art. 10. Le secrétaire rédige les procès-verbaux des réunions.

Le procès-verbal de chaque réunion mentionne :

1° l'ordre du jour;

2° le nom des membres de la délégation de l'autorité gouvernementale, présents, excusés ou absents;

3° la dénomination des organes de représentation présents, excusés ou absents et le nom des membres des délégations de ces organes de représentations, qui sont présents ou excusés;

4° le nom des techniciens;

5° le résumé succinct des discussions.

Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire.

Ils sont envoyés aux délégations composant le Comité.

Art. 11. § 1^{er}. Dans les quinze jours qui suivent la réunion, une copie de l'avis est envoyée, sous pli recommandé à la poste, aux membres de la délégation de l'autorité gouvernementale et aux organes de représentation intéressés.

§ 2. Les membres de la délégation de l'autorité gouvernementale et les organes de représentation disposent d'un délai de quinze jours ouvrables après l'envoi de l'avis, pour communiquer leurs observations au président. La date de la poste fait foi de l'envoi.

Toutefois, sur proposition d'une délégation et après avoir entendu toutes les autres délégations intéressées dans un délai précité de quinze jours ouvrables, le président peut modifier ce délai.

Si aucune modification de texte n'est proposée dans le délai, l'avis devient définitif.

La demande de rectification est soumise par le président au Comité lors de sa prochaine réunion. Si aucun accord n'est trouvé, les positions divergentes sont actées dans l'avis.

§ 3. Une copie de l'avis est adressée :

1° au Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions;

2° au Ministre du Budget;

3° au Ministre-Président.

Art. 12. Au sein du Comité, il peut être convenu que les communications visées aux articles 3, 5, 10 et 11, soient transmises par voie électronique. Les règles plus précises concernant la transmission et la communication électronique sont déterminées le cas échéant dans le règlement d'ordre intérieur.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur au 1^{er} septembre 2011.

Art. 14. Le Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 juin 2011.

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 2098

[C — 2011/29400]

16 JUNI 2011. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de raadpleging van de representatieve verenigingen van ouders van leerlingen op gemeenschapsniveau

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 7, § 2, tweede lid, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de verenigingen van ouders van leerlingen en de representatieve organisaties van verenigingen van ouders van leerlingen in de Franse Gemeenschap, zoals ingevoegd door artikel 57 van het decreet van 13 januari 2011 tot wijziging van verscheidene bepalingen inzake leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op de raadpleging georganiseerd door de representatieve verenigingen van ouders van leerlingen op gemeenschapsniveau op 28 april 2011;

Gelet op het advies nr. 49.654/2 van de Raad van State, gegeven op 30 mei 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op artikel 69, § 5, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 maart 2011;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Er wordt een Raadplegingscomité opgericht, samengesteld uit een afvaardiging van de Regering van de Franse Gemeenschap en een afvaardiging van de representatieve verenigingen van ouders van leerlingen op gemeenschapsniveau bedoeld in artikel 6 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de verenigingen van ouders van leerlingen en de representatieve organisaties van verenigingen van ouders van leerlingen in de Franse Gemeenschap.

§ 2. De afvaardiging van de Regering van de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de voorzitter en, in voorkomend geval, de ondervoorzitter(s), telt ten hoogste 10 leden.

De afvaardiging van de Regering van de Franse Gemeenschap is samengesteld uit de Minister van Leerplichtonderwijs, de Minister van Begroting of hun behoorlijk gemachtigde afgevaardigden.

De andere leden van de afvaardiging van de regeringsinstantie worden aangesteld door de voorzitter uit de personen die, uit welken hoofde ook, bevoegd zijn om de Regering van de Franse Gemeenschap te verbinden.

De voorzitter en de ondervoorzitter(s) worden aangesteld door de Regering. Ze kunnen zich laten vervangen door een behoorlijk gemachtigde afgevaardigde.

De afvaardiging van de regeringsinstantie mag zich laten vergezellen door technici. Bovendien mag het aantal technici het aantal aanwezige leden niet overschrijden.

§ 3. De afvaardiging van de representatieve verenigingen van ouders van leerlingen op gemeenschapsniveau telt ten hoogste 10 leden. Elke representatieve vereniging kiest vrij haar vertegenwoordigers.

De afvaardiging van de representatieve verenigingen telt ten hoogste :

- 5 leden van de Federatie van Ouderverenigingen van het Franstalig officieel onderwijs (FAPEO) voor de inrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de gemeentes of de provincies.

- 5 leden van de Federatie van Ouderverenigingen katholiek onderwijs (UFAPEC) voor het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs.

De afvaardiging van de representatieve verenigingen mag zich laten vergezellen door technici. Bovendien mag het aantal technici het aantal aanwezige leden niet overschrijden.

§ 4. Wanneer het onderzoek naar een vraag het eist, kan de voorzitter van het raadplegingscomité beslissen deze aan een subcomité te vertrouwen.

De procedure van de raadpleging bedoeld in dit besluit is mutatis mutandis van toepassing op de vergaderingen van de subcomités.

Art. 2. De voorzitter zorgt voor de goede werking van het Comité en stelt de secretaris van het comité aan, alsook de administratieve dienst die het secretariaat organiseert.

Het Comité stelt zijn huishoudelijk reglement op. Dit wordt door de Regering goedgekeurd.

Art. 3. Een vraag wordt tot raadpleging binnen de representatieve verenigingen voorgelegd op initiatief van de Regering.

Met het oog op de raadpleging ontvangen de representatieve verenigingen van ouders van leerlingen op gemeenschapsniveau al de nodige documentatie.

Art. 4. De voorzitter stelt de agenda op en bepaalt de datum van de vergaderingen. Hij leidt de debatten en verzekert het goede verloop van de vergaderingen.

De agenda vermeldt in welke beide termijnen bedoeld in artikel 8, de raadpleging dient te worden beëindigd.

Art. 5. De secretaris verstuurt de oproepingsbrieven met de agendapunten zowel naar de leden van de afvaardiging van de regeringsinstantie als naar de representatieve verenigingen en dit minstens tien werkdagen vóór de datum van de vergadering.

Wanneer de voorzitter het dringend acht, kan hij de termijn tot drie werkdagen beperken, zonder dat dit noodzakelijkerwijs tot de toepassing leidt van artikel 8, derde lid van dit besluit.

Iedere oproepingsbrief gaat gepaard met de noodzakelijke documentatie voor de raadpleging.

Art. 6. Tijdens de vergadering heeft iedere afvaardiging het recht om wijzigingen betreffende de agenda voor te stellen. Om van toepassing te zijn, dienen deze wijzigingen unaniem door de aanwezige afvaardigingen te worden aanvaard.

Art. 7. Noch de afwezigheid van één of meer leden van de afvaardiging van de regeringsinstantie die regelmatig worden opgeroepen, noch de afwezigheid van één of meerdere afvaardigingen van de representatieve verenigingen van ouders van leerlingen op gemeenschapsniveau die regelmatig worden opgeroepen, leidt tot de ongeldigheid van de raadpleging.

Art. 8. De raadpleging wordt beëindigd binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de dag van de vergadering waarin het punt voor de eerste maal werd aangesneden.

De termijn kan bij onderlinge overeenstemming tussen de aanwezige afvaardigingen worden verlengd.

De voorzitter kan de termijn tot tien dagen beperken, wanneer hij de bespreking van een punt dringend acht.

Art. 9. Na de raadpleging neemt het Comité de conclusies van de raadpleging in een advies op dat het volgende vermeldt :

- ofwel het unanieme - gunstige, voorbehouden of ongunstige advies van alle partijen;
- ofwel het respectievelijke gunstige, voorbehouden of ongunstige advies van elke afvaardiging van de representatieve verenigingen van ouders van leerlingen op gemeenschapsniveau.

Art. 10. De secretaris stelt de notulen op van de vergaderingen.

De notulen van iedere vergadering vermelden :

- 1° de agenda;
 - 2° de naam van de leden van de afvaardiging van de regeringsinstantie die aanwezig, verontschuldigd of afwezig zijn;
 - 3° de benaming van de vertegenwoordigingsorganen die aanwezig, verontschuldigd of afwezig zijn en de naam van de leden van de afvaardigingen van deze vertegenwoordigingsorganen die aanwezig of verontschuldigd zijn;
 - 4° de naam van de technici;
 - 5° de beknopte samenvatting van de besprekingen;
- De notulen worden door de voorzitter en de secretaris ondertekend.
- Ze worden aan de afvaardigingen verstuurd waaruit het Comité is samengesteld.

Art. 11. § 1. Binnen de vijftien dagen volgend op de vergadering wordt een afschrift van het advies, per aangetekende brief, aan de leden van de afvaardiging van de overheidsinstantie en aan de betrokken vertegenwoordigingsorganen verstuurd.

§ 2. De leden van de afvaardiging van de regeringsinstantie en van de vertegenwoordigingsorganen beschikken over een termijn van vijftien werkdagen te rekenen vanaf de zending van het advies om hun opmerkingen aan de voorzitter mee te delen. De postdatum geldt als verzendingsbewijs.

De voorzitter kan deze termijn echter wijzigen, op verzoek van een afvaardiging en na de andere afvaardigingen betrokken bij de voornoemde termijn van vijftien werkdagen te hebben gehoord.

Wanneer geen enkele tekstwijziging binnen de termijn wordt voorgesteld, wordt het advies overgenomen als definitieve tekst.

Het verzoek om rechtzetting wordt tijdens de volgende vergadering door de voorzitter aan het Comité voorgelegd. Wanneer geen enkel akkoord wordt bereikt, worden de uiteenlopende standpunten in het advies opgenomen.

§ 3. Een afschrift van het advies wordt verstuurd naar :

- de Ministers tot wier bevoegdheid het Leerplichtonderwijs behoort;
- de Minister van Begroting;
- de Minister-President.

Art. 12. Binnen het Comité kan overeengekomen worden dat de mededelingen bedoeld in de artikelen 3, 5, 10 en 11 op elektronische wijze gestuurd worden. De nauwkeurigere regels betreffende de verzending en de mededeling op elektronische wijze worden in voorkomend geval in het huishoudelijk reglement bepaald.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2011.

Art. 14. De Minister van Leerplichtonderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 juni 2011.

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D.SIMONET